



**C R E D D H O**  
**CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT, LA**  
**DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME/asbl**  
**COORDINATION**

---

**Déclaration du CREDDHO à l'occasion de la Consultation des forces vives du Nord-Kivu par le  
gouvernement central de la RD Congo à Goma du 08 juin 2012**

Le Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO), une des organisations locales qui militent pour la promotion et la défense des droits de l'homme dans la province du Nord-Kivu depuis 1998, constate avec satisfaction l'initiative du gouvernement de la République Démocratique du Congo de manifester sa solidarité avec les populations victimes des conflits armés à l'est de la RDC, et au Nord-Kivu en particulier, mais également de s'abreuver des problèmes de la province à la base à travers les leaders locaux. Le CREDDHO encourage donc très vivement cet acte du gouvernement de la République et s'autorise de penser que loin d'être un fait isolé, le gouvernement en fera le mode gestion du pays et le généralisera à toutes les provinces du pays.

Aussi le CREDDHO voudrait-il se saisir de cette occasion pour apporter un tant soit peu sa contribution à cette main tendue du gouvernement de la République en relevant brièvement les points saillants suivants, qui à son sens constituent les urgences sur lesquelles les autorités de la RDC doivent rapidement se pencher pour résoudre les problèmes des populations de la province du Nord-Kivu :

**1° Au plan sécuritaire**, la province du Nord-Kivu est déchirée depuis plus de vingt ans par des conflits armés qui entraînent des graves atrocités contre les populations civiles et paralysent le développement de la province. Les récents combats contre les mutins du M23 et l'activisme croissant d'autres groupes armés nationaux et étrangers (Mai mai et FDLR notamment) ont à eux seuls en l'espace de moins de trois mois entraîné plus de 100 morts civils et des milliers des déplacés et réfugiés dans les pays voisins.

En plus de cette tragédie humaine, les populations du Nord-Kivu sont victimes des violations des droits humains commises tant par les éléments des groupes armés que les agents (militaires, policiers, cadres politiques et administratifs, ect. , ...) agissant sous le label du gouvernement de la République Démocratique du Congo. Ici n'est pas le cadre idéal pour en égrainer les nombreux cas, mais très amèrement les tueries, violences sexuelles, tortures et traitements cruels, inhumains et dégradants, arrestations et détentions illégales, enlèvements, pillages, ... surgissent des esprits des populations du Nord-Kivu.

**2° Sur le plan social et culturel**, la population du Nord-Kivu fait le chou gras des individus véreux et de certains pays voisins aux ambitions démesurées qui se servent de sa diversité ethnique pour leur positionnement politique ou des intérêts économiques. Au nom d'une ethnie, ces hommes, certains bénéficient des soutiens des pays voisins ou de certains hommes politiques congolais, entraînent quelques personnes, dont un nombre significatif est constitué des adultes et enfants recrutés par force, mettent la province du Nord-Kivu à feu et à sang sous prétexte de défendre les intérêts de leurs communautés comme s'ils en avaient le mandat. L'utilisation de l'argumentaire ethnique engendre des stéréotypes et des frustrations au sein des populations et des communautés. Lorsqu'ils n'entretiennent pas des conflits armés, ces hommes mal intentionnés entretiennent ces arguments tribalo-ethniques pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir. Ainsi donc, il n'est pas étrange au

Nord-Kivu d'entendre des arguments telles que : les militaires issus de cette tendance refusent de quitter la province pour protéger leurs collines ou les membres de leurs ethnies, notre mouvement a pris les armes parce que le gouvernement de la République n'a pas tenu son engagement de rapatrier les membres de notre communauté qui se trouvent dans les pays voisins, nous avons pris les armes parce que le gouvernement donne plus d'avantage aux militaires issus de tel ou tel autre mouvement qui protège les intérêts de telle ou telle autre ethnies, ...

La situation humanitaire de la province du Nord-Kivu quant à elle est très précaire ; la population du Nord-Kivu est non seulement à cause des conflits armés, mais aussi à cause de la situation générale du pays, dans une situation permanente de vulnérabilité à tous les niveaux : pauvreté très accentuée, taux élevé d'analphabétisme, manque des soins de santé adéquats, le chômage, disfonctionnement de la justice et impunité, ... Tant le gouvernement central que le gouvernement provincial ne fournissent à la population les services sociaux de base ; la population manque de tout notamment de l'eau, de l'électricité, des soins de santé adéquats, des moyens pour des routes tant urbaines que de dessertes agricoles. Le CREDDHO apprécie à juste titre les efforts des organisations non gouvernementales internationales et nationales ainsi que de certaines agences des Nations Unies pour apporter une assistance d'urgence aux habitants du Nord-Kivu ; cependant le CREDDHO ne peut s'empêcher de décrier le détournement et l'opacité de gestion ainsi que le manque d'initiative durable et à long terme qui caractérise un bon nombre de ces organisations.

**3° Au niveau politique et de la gouvernance**, la province du Nord-Kivu souffre des animosités entre ses institutions et de l'étouffement de ces dernières par le gouvernement central. Si nul n'est besoin de rappeler les défis que se lancent mutuellement le gouvernement provincial et l'Assemblée provinciale, il y a tout de même lieu d'attirer l'attention du gouvernement central sur le fait que :

- Le gouvernement central ne rétrocède pas effectivement les 40 % des recettes garanties aux provinces et entités décentralisées par la Constitution de la République ; d'ailleurs, plusieurs entités décentralisées et déconcentrées se plaignent de ne rien recevoir comme allocation du gouvernement central depuis l'année passée (2011) ;
- L'immixtion du gouvernement central dans le fonctionnement des institutions provinciales : il n'y a pas longtemps, le ministre de l'intérieur du gouvernement MUZITO a pris une décision autant spectaculaire qu'ambigüe suspendant l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu l'empêchant ainsi de constituer une commission de contrôle de la gestion de la province par le gouvernement provincial ;
- Enfin, voici maintenant plus de 6 ans que le gouvernement central ne parvient pas à organiser les élections locales devant permettre la mise en œuvre effective des entités décentralisées et des autorités élues à la base directement élues par le peuple.

Par ailleurs, le CREDDHO dénonce de manière générale l'opacité dans la gestion de la chose publique au Nord-Kivu tant par le gouvernement provincial que par le gouvernement central. Le cas patent est celui de la réhabilitation de la voirie urbaine de Goma qui laisse à désirer en dépit des annonces triomphalistes du décaissement des millions de dollars y destinés par l'un et l'autre des acteurs.

**4° Au plan économique**, la province du Nord-Kivu, en dépit des potentiels qu'il regorge demeurent à la merci des hommes armés qui s'illustrent par le pillage des ressources naturelles et des conflits fonciers. Il est certains que la motivation de la plupart des seigneurs de guerre du Nord-Kivu est plus axé sur l'exploitation illicite des ressources naturelles que sur des revendications politiques ou sociales. En ce qui concerne les conflits fonciers, en plus des faiblesses de la loi foncière, ces conflits sont envenimés par l'ingérence des groupes armés et des responsables militaires et politiques ainsi que par les disfonctionnements des services de cadastres et du système judiciaire.

Par ailleurs, il y a lieu d'émettre des inquiétudes sur la problématique d'exploration et d'exploitation du pétrole par la société SOCO. En effet, le manque de transparence sur le contrat avec SOCO ainsi l'impact de l'exploitation du pétrole sur les communautés locales et sur l'écosystème du Nord-Kivu interpellent plus d'un. Non seulement le contrat signé avec SOCO et associés leur octroyant les droits d'exploration du pétrole sur le bloc V du rift albertin a été passé avec un gouvernement démissionnaire et reste ignoré par les communautés locales, mais également l'espace octroyé à SOCO pour l'exploration du pétrole est couverte par le Parc National des Virunga qui est classé patrimoine de l'humanité par l'UNESCO à cause des espèces en voie de disparition qu'il regorge.

**Face à ce qui précède, le CREDDHO recommande au gouvernement central :**

- De restaurer très rapidement l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de la province du Nord-Kivu en réorganisant et restructurant les services de sécurité notamment l'armée, la police, les services de renseignements et la justice ;
- De mettre fin à l'impunité des auteurs des violations des droits de l'homme et à la politique de la prime à la guerre par laquelle les seigneurs de guerre et auteurs des violations des droits humains se voient gratifiés par des grades et autres avantages dans l'armée, la police, les services de renseignements et autres structures de l'Etat ;
- Mettre fin au détournement de la solde des militaires et policiers ;
- De faire voter par le parlement la loi sur la Cour spécialisée telle que recommandée par le rapport mapping des Nations Unies ;
- De répondre aux besoins sociaux de base de la population du Nord-Kivu conformément à ses compétences constitutionnels et en particulier apporter très rapidement des solutions au problème d'eau, d'électricité, d'accès aux soins de santé, d'accès gratuit à l'enseignement primaire et de chômage ;
- De travailler conjointement avec les organisations humanitaires qui apportent l'aide aux populations du Nord-Kivu et canaliser leurs actions de manière que l'aide profite réellement aux bénéficiaires ;
- De rétrocéder effectivement les 40 % des recettes telles que allouées par la Constitution aux provinces et entités décentralisées ;
- De ne pas s'ingérer dans le fonctionnement des institutions provinciales ;
- De restructurer la Commission électorales nationale indépendante et de lui allouer les moyens nécessaires pour l'organisation des élections provinciales dans la transparence ;
- D'accélérer la mise en œuvre du processus de transparence et de traçabilité dans la chaîne d'exploitation et d'approvisionnement des matières premières dans la province du Nord-Kivu ;
- De réformer la loi sur le code foncier et les institutions qui interviennent dans la gestion des questions foncières, en instituant notamment des commissions de règlement des conflits fonciers aux niveaux national, provincial, territorial et local ;
- De se ressaisir du dossier d'exploration et d'exploitation du pétrole sur le bloc V du rift albertin et de l'orienter conformément aux intérêts de la population et des écosystèmes du Nord-Kivu.

Fait Goma, le 08 Juin 2012

Commune de Goma, Ville de Goma, Province du Nord-Kivu en RDC.  
Tél. : 00243 812332652 ; 00243994167279  
E – Mail : [creddho@yahoo.fr](mailto:creddho@yahoo.fr) ; B.P. 26 Gisenyi / Rwanda